

Londres attaque la PAC sur tous les fronts

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Bien que pouvant compter sur le soutien de la presse française, Tony Blair est isolé en Europe sur ses positions contre la Politique agricole commune (PAC). Robin Cook en tire les conséquences : si le Royaume-Uni veut peser en Europe et imposer son agenda, il doit tisser des liens dans les capitales européennes. De son côté, Don McKinnon propose de s'attaquer à cette politique à l'OMC via le Commonwealth.

page 5

EURASIE

La Russie musulmane



La Fédération de Russie n'est pas seulement un État européen à population orthodoxe, c'est aussi un État asiatique à population musulmane. Alors qu'une partie de la classe dirigeante russe campe sur des positions monoethniques intransigeantes et entretient la guerre en Tchétchénie, le président Poutine et son bras droit, le Tchétchène Vladislav Surkov, tentent d'insérer la Russie dans le concert des États islamiques. Le professeur Akhmet Yarlykapov analyse la position des Russes musulmans.

page 2

REPÈRE : 27 JUIN 1980

L'affaire d'Ustica

Un avion DC-9 de la compagnie Itavia explose au large de la petite île d'Ustica, avec en son bord 93 passagers civils. De nombreux experts évoquent la thèse controversée d'une bavure militaire, car plusieurs avions de chasse de l'OTAN pourchassaient alors des avions libyens survolant le territoire italien. La découverte d'un avion libyen abîmé dans les montagnes calabraises semblait accréditer cette thèse.

Pourtant, le secret-défense fut imposé au prix d'une théorie officielle douteuse, soutenant qu'il n'y avait jamais eu d'avion de l'OTAN parcourant l'espace aérien italien, et que la chute de l'avion libyen n'était qu'une coïncidence. Ce n'est que le 28 septembre 2000, après 20 années d'enquêtes entravées par les autorités occidentales, que s'est ouvert le procès de 9 militaires de hauts rangs des services secrets italiens, accusés d'atteintes aux institutions et de haute trahison. Le procès a établi que de nombreux faux témoignages, dissimulations de preuve et omissions d'information avaient pour objectif de cacher l'existence de cette opération militaire le soir de « l'accident ». ■



ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE : L'IRAN PIÈGE LES ÉTATS-UNIS

Le ministère iranien de la Défense s'affirme prêt à dévoiler les preuves de l'implication d'entreprises états-uniennes et européennes dans la vente d'armes chimiques à l'Irak, durant la guerre Iran-Irak. « Au cas où il existerait un tribunal indépendant en Europe, nous avancerons tous les documents, jetant la lumière sur les ingérences des compagnies européennes et américaines, qui, durant la guerre imposée à l'Irak, mettaient généreusement des équipements militaires à la disposition de l'ex-dictateur irakien, Saddam Hussein », a déclaré un haut responsable de l'état-major iranien. Face aux multiples pressions que subit l'Irak à propos de son programme nucléaire civil, le tout nouveau gouvernement a choisi de rappeler que Washington ne peut s'ériger en donneur de leçons. ■

Eurasie

La Russie musulmane

La Fédération de Russie n'est pas seulement un État européen à population orthodoxe, c'est aussi un État asiatique à population musulmane. Alors qu'une partie de la classe dirigeante russe campe sur des positions monoethniques intransigeantes et entretient la guerre en Tchétchénie, le président Poutine et son bras droit, le Tchétchène Vladislav Surkov, tentent d'insérer la Russie dans le concert des États islamiques. Le professeur Akhmet Yarlykapov analyse la position des Russes musulmans.



Mosquée de Kazan, Russie.

A la fin du mois de juin le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, prendra part aux travaux de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI). Depuis quelques années Moscou intensifie ses contacts avec cette organisation étant donné que cela est indispensable pour les près de 20 millions de musulmans peuplant le pays. Les musulmans en Russie, ce sont des habitants de souche. Quant à l'histoire de l'islam, sur son territoire ses racines sont encore plus profondes que celles de l'orthodoxie. Par conséquent, la Russie est pleinement fondée de considérer qu'elle est impliquée dans le sort du monde islamique et elle participe activement à l'examen de ses problèmes. Il faut relever ici que de nombreuses questions d'actualité pour les musulmans dans le monde - depuis l'extrémisme jusqu'à l'islamophobie - le sont aussi pour les Russes. C'est la raison pour laquelle même le débat des problèmes du monde musulman qui a lieu au sein de l'OCI est déjà utile pour la Russie.

Quels sont les problèmes les plus brûlants auxquels la communauté musulmane de la Russie est confrontée de nos jours ? Tout d'abord, c'est l'absence d'unité. Traditionnellement, l'islam russe est composé de représentants des courants sunnites dans l'interprétation donnée par les écoles religieuses et juridiques hanafite et shafiite (mazhab). Les adeptes de la mazhab shafiite vivent essentiellement en Tchétchénie, en Ingouchie et au Daghestan. Les habitants du Caucase du Nord-Ouest, du Tatarstan, de la Bachkirie et d'autres régions relèvent de la mazhab hanafite. Une bonne partie des Azerbaïdjanais pratique le Chiisme. Cependant, ces derniers temps un grand brassage s'est produit dans la communauté musulmane russe : du fait de la migration assez massive d'habitants des républiques du Caucase du Nord vers d'autres régions de Russie et de la venue en Russie d'un grand nombre d'immigrés musulmans en provenance de pays de la Communauté des États indépendants (CEI) il se produit au sein de la communauté musulmane des tiraillements entre les différents groupes ethniques et culturels.

Mais ce n'est pas là la seule raison des désaccords internes. Dans beaucoup de régions le conflit des générations s'exacerbe, les jeunes musulmans sont contraints de créer des structures parallèles qui sont immédiatement dénoncées comme « wahhabites » par leurs adversaires. En outre, il y a aussi le problème du leadership. Le Grand mufti de Russie et président de la Direction spirituelle centrale des musulmans de Russie, Talgat Tadjoutdine, et le président de la Direction spirituelle des musulmans de la partie européenne de la Russie, Ravil Gainoutdine, se livrent à une lutte sans merci pour savoir lequel des deux accédera à la tête de la communauté musulmane du pays. Quant aux muftis des républiques du Caucase du Nord, en 1999 ils avaient créé le centre de coordination des musulmans du Caucase du Nord, dans une bonne mesure pour contrecarrer les tentatives de Talgat Tadjoutdine et de Ravil Gainoutdine de les rallier sous leur bannière. Des contradictions déchirent aussi le Conseil des muftis de Russie. À tout cela il faut encore ajouter la crise traversée par les Directions spirituelles des musulmans (DSM). Fondées au XVIIIe siècle à l'époque de Catherine II en tant qu'instrument destiné à faciliter l'administration des musulmans citoyens de l'Empire russe, elles sont restées à l'état de structure bureaucratique. L'influence exercée localement par les DSM est pratiquement inexistante.

Dans l'ensemble on observe une absence de dialogue permanent entre l'État et les forces politiques du pays, d'une part, et les personnalités et organisations musulmanes, de l'autre. Ce qu'il faudrait, c'est que ces contacts tiennent compte de la diversité des forces représentées au sein de la communauté islamique de la Russie. Pour le moment, seuls des contacts ont été établis entre les autorités et les directions spirituelles.

Un autre problème : l'extension du radicalisme et de l'extrémisme parmi les croyants. Pour combattre ces phénomènes, il est primordial de former des ministres du culte compétents. La Russie ne possède toujours pas de système d'enseignement islamique cohérent, à même de former des mollahs et des imams capables de neutraliser la vulgarisation des idées radicales et extrémistes. Les démarches entreprises dans cette direction ne reposent sur aucun système et sont souvent incompréhensibles : par exemple, une université islamique fonctionne en Karatchaëvo-Tcherkessie, mais par contre on a fermé

la quasi-totalité des mektebas (écoles primaires près les mosquées) et les medersas (établissements d'enseignement secondaire).

La situation est aggravée par le développement inégal de la vie religieuse dans les régions où l'islam est pratiqué. Plus de 1.700 mosquées ont été construites au Daghestan, on y recense une bonne dizaine d'établissements d'enseignement supérieur islamique et des centaines de mektebas et de medersas. Par contre, en Adyghée on dénombre moins de 100 mosquées et pas un seul établissement d'enseignement islamique n'y a été créé. Bien évidemment nous sommes loin d'avoir énuméré tous les problèmes auxquels la communauté islamique russe est confrontée. Ces problèmes sont naturels, ils sont dus à la logique du processus de renaissance de la vie religieuse des musulmans croyants. En quinze années de renouveau islamique en Russie beaucoup a été fait, mais ce n'est que le début du chemin. La coopération avec les communautés islamiques d'autres pays, avec les organisations musulmanes comme l'OCI est indispensable.

Akhmet Yarlykapov

Chercheur à l'Institut d'ethnologie et d'anthropologie relevant de l'Académie des sciences de Russie, collaborateur de l'agence RIA Novosti

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Londres attaque la PAC sur tous les fronts

Analyse

Fragilisé avant le début de sa présidence de l'Union européenne et subissant les attaques de son prédécesseur à ce poste, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, Tony Blair a trouvé des alliés dans la presse française pour remettre en cause la Politique agricole commune (PAC). On y a lu ses arguments de mauvaise foi comparant les dépenses agricoles et les dépenses de recherche. Mais elles ne peuvent être comparées car les premières sont essentiellement du domaine communautaire et les secondes de la responsabilité des États. Les présidents des groupes UMP à l'Assemblée nationale et au Sénat français, Bernard Accoyer et Josselin de Rohan, s'insurgent dans *Le Figaro* contre ce qu'il considère comme de la propagande anti-Politique agricole commune (PAC) dont ils ambitionnent de réhabiliter les mérites. C'est grâce à elle que l'Union européenne a une agriculture compétitive au niveau mondial et une haute qualité de nourriture. Se montrant plus offensifs, ils rappellent que les deux plus grandes crises sanitaires agricoles européennes (la fièvre aphteuse et la vache folle) de ces dernières années sont venues de Grande-Bretagne.

À en croire la presse française et une partie de la presse britannique, le seul responsable de l'échec du sommet de Bruxelles est Jacques Chirac. Après le refus du Traité constitutionnel européen (TCE), la France se serait encore un peu plus isolée lors de cette réunion. Rien pourtant dans les déclarations des dirigeants européens ne laisse présager cette issue. Plus révélateur encore, les responsables travaillistes britanniques s'interrogent dans la presse de leur pays sur le meilleur moyen de rompre leur isolement sur la scène européenne.

Après l'ancien ministre britannique des Affaires européennes Denis MacShane, c'est au tour de son ex-collègue à la Défense, Robin Cook, de regretter l'incapacité britannique à rassembler les États européens derrière ses projets.

Dans le *Guardian*, il demande à ce que Londres s'efforce d'avoir une image plus rassurante. Pour cela, il préconise d'axer davantage les discours en direction de l'Union sur les questions sociales. Il est également urgent de développer les liens avec les autres capitales européennes.

Toutefois, si les Britanniques manquent de réseaux en Europe, ils n'en manquent pas hors d'Europe pour faire avancer leur agenda politique. *The Independent* reproduit des extraits du discours du secrétaire général du Commonwealth, Don McKinnon, à la conférence des ambassadeurs de cette organisation à Genève. S'attaquant à la PAC, en reprenant les arguments du gouvernement Blair, il appelle les pays du Commonwealth à tisser un réseau d'alliance contre la politique agricole européenne non pas en utilisant les négociations européennes, mais en passant par l'OMC.

Le député européen français Vert Alain Lipietz s'alarme dans *Le Monde* de la crise budgétaire et y voit la conséquence du rejet du Traité constitutionnel européen (TCE) par la France. Selon lui, ce rejet a réveillé les tensions nationales en Europe, et il existe une vraie menace de détricotage de l'Union. Il appelle donc le Parlement européen à se saisir du problème et à construire un projet permettant de relancer l'Europe, cette fois avec le soutien des peuples. L'historien et économiste, Immanuel Wallerstein, livre son analyse du rejet du Traité constitutionnel européen (TCE) dans *Al-Ahram*. Pour lui, le « non » au référendum français est avant tout une accumulation d'opinion diverses émanant des eurosceptiques et de la gauche altermondialiste et dont se réjouit, aujourd'hui, Washington. Si le mouvement altermondialiste veut capitaliser sur cette victoire, il doit donc jouer une stratégie délicate contre les deux autres groupes applaudissant le « non ». Il doit se démarquer des eurosceptiques et parier sur une évolution des relations géopolitiques qui ne soit pas trop favorable à Washington.

L'ancien patron du KGB et ancien Premier ministre russe Evgueni Primakov répond à une interview dans *Gazeta SNG*. Selon lui, la Russie a une vision trop naïve de l'action à mener dans les États de l'ex-URSS soviétique et voit la politique états-unienne de façon caricaturale. Washington ne choisit pas systématiquement le camp du pouvoir et de l'opposition, il entretient des relations avec les deux, puis soutient aux moments clés le groupe qui l'intéresse le plus. C'est ce que font actuellement les États-Unis en Ouzbékistan. Il estime toutefois que Washington joue avec le feu dans les ex-Républiques soviétiques, s'associant avec les islamistes en Ouzbékistan ou en étant tenté de rompre le pacte tacite consistant à ne jamais intégrer les ex-Républiques soviétiques dans l'OTAN. Il estime cependant que les États-Unis n'oseront pas franchir ce cap. On notera que ce pacte a pourtant déjà été violé quand les pays baltes ont intégré l'Alliance atlantique. En outre, avec une feinte naïveté, M. Primakov s'étonne que Washington finance l'opposition à Poutine alors que les élections ont été démocratiques.

Le membre des services de renseignement israéliens, Reuven Daniel soutient Islam Karimov dans *Ha'aretz*. Pour lui, les puissances occidentales jouent un jeu dangereux en affaiblissant celui qu'il faut considérer comme un allié contre l'intégrisme islamique. L'auteur se plaçant dans un contexte de choc des civilisations, ne conçoit pas que les puissances occidentales lâchent Karimov au profit de groupes musulmans plus radicaux.

Réseau Voltaire

Bernard Accoyer, Josselin de Rohan



Bernard Accoyer est Président du groupe UMP de l'Assemblée nationale et député de la Haute-Savoie.



Josselin de Rohan est Président du groupe UMP du Sénat et sénateur du Morbihan.

« La PAC, un enjeu d'avenir »

Source : Le Figaro (France)

Référence : « La PAC, un enjeu d'avenir », par Bernard Accoyer et Josselin de Rohan, *Le Figaro*, 24 juin 2005.

Nous avons été choqués de la façon dont la Politique agricole commune (PAC) a été mise en cause par certains pays, à commencer par la Grande Bretagne. La complaisance de certains commentateurs qui ont caricaturé la PAC nous a également choqué. A les entendre, la PAC n'aurait pas évolué depuis le Traité de Rome. Pourquoi tant de hargne contre cette politique alors que la même politique fait consensus aux États-Unis ? Quand nous battons notre coulpe, les Américains brandissent l'arme alimentaire ! Pourquoi devrions-nous abandonner une politique qui a fait de nous le deuxième exportateur mondial de produits agricoles bruts et le premier de produits agricoles transformés ? En s'attaquant à cette politique de la « vieille Europe », Tony Blair joue contre l'Europe.

L'agriculture européenne est une force pour l'Union européenne. Tony Blair fausse les chiffres concernant cette politique pour faire croire que 40 % des dépenses européennes sont destinées à cette politique. En outre, ces dépenses sont indispensables. Plus de 10% des emplois de l'Union européenne, et près de 20% de l'emploi privé en France, en sont dépendants dans l'ensemble de la filière agroalimentaire. Par ailleurs 450 millions d'Européens en bénéficient en ayant accès à des produits alimentaires de qualité au meilleur prix. Le président de la République a raison de dire que la PAC est moderne. Elle est moderne dans les relations qu'elle a établies avec les pays en développement qui bénéficient d'un accès privilégié au marché européen. Cela contredit les slogans affirmant que l'Europe et la PAC tuent l'agriculture des pays pauvres. On accuse l'Europe de déstabiliser les marchés agricoles des pays en développement, mais qui a remarqué que les cultures les plus déterminantes pour le revenu des agriculteurs des pays en développement sont le coton, le riz, l'arachide, le café ou le cacao ; des cultures quasi-inexistantes en Europe ? Enfin, dans le cycle des négociations en cours à l'OMC, seule l'Union européenne a proposé des évolutions en faveur des pays les plus pauvres. En outre, Jacques Chirac a pris l'initiative de proposer avec le président Lula du Brésil une taxe internationale pour financer le développement. C'est également lui qui a initié la création de la Fondation pour l'agriculture dans le monde (Farm).

La France soutient la PAC, elle n'est pas seule, et c'est à son initiative qu'on a vu un plafonnement des dépenses agricoles européennes. Nous aimerions appeler les donneurs de leçons à plus de modestie. L'Europe a payé cher les erreurs anglaises en matière agricole et de sécurité alimentaire. Les deux principales crises sanitaires que nous avons connues ces dernières années, « vache folle » et fièvre aphteuse, nous sont venues de Grande-Bretagne. Ces deux crises nous coûtent encore une poignée de milliards d'euros. Les Anglais ont toujours

attaqué la PAC mais ce sont des Anglais qui touchent les plus gros chèques de cette politique. Nous ne considérons pas, pour notre part, que parce que les agriculteurs ont massivement voté non au référendum, ils doivent être « lâchés ».

Robin Cook



Robin Cook est ancien ministre travailliste britannique des Affaires étrangères et des Relations avec le Parlement. Il a démissionné du gouvernement de Tony Blair juste avant la guerre en Irak pour marquer son opposition au conflit.

« Blair peut rassembler l'Europe derrière lui »

Source : The Guardian (Royaume-Uni)

Référence : « Blair can get Europe behind him », par Robin Cook, *The Guardian*, 24 juin 2005.

Le discours de **Tony Blair**, hier, devant le Parlement européen démontre qu'il est toujours l'un des plus grands communicateurs de notre temps. Il n'y a pas un paragraphe que je n'aurai pu signer de ma main. Devant le Parlement, Blair a fait une présentation des avancées sociales réalisées par le *New Labour* depuis son arrivée au pouvoir. Ce faisant, il s'est attaqué aux caricatures du gouvernement britannique, qui présentent un gouvernement s'attaquant aux pauvres au nom du libre-échange.

Il n'est toutefois pas étonnant que l'aspect social de la politique travailliste ne soit pas connu. Blair en parle très peu. Cela renforcerait le poids de la présidence britannique dans l'Union européenne si le Premier ministre insistait davantage sur ce point. En outre, pas un député européen attaché à la justice sociale ne s'oppose à la vision de **Tony Blair** de la Politique agricole commune (PAC), une politique qui profite à peu de gens en Europe mais qui détruit les économies africaines. Même le parti socialiste français n'est pas prêt à défendre la PAC sous sa forme actuelle.

Pourtant, l'équipe britannique n'a pas été capable de rassembler sur cette question et à former une coalition sur ce sujet. Notre isolation en Europe nous rend incapable de peser sur l'Union européenne et nourrit l'eurosepticisme dans notre pays.

Don McKinnon



Ancien ministre néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, Don McKinnon est secrétaire général du Commonwealth.

« Les aides agricoles coûtent des vies autant que de l'argent »

Source : The Independent (Royaume-Uni)

Référence : « Agricultural subsidies cost lives as well as money », par Don McKinnon, *The Independent*, 24 juin 2005. Ce texte est adapté d'un discours prononcé à Genève devant la conférence des ambassadeurs du Commonwealth.

Si l'on demandait aux peuples d'Europe s'ils veulent éliminer les subventions commerciales, réduire la note de leurs courses hebdomadaires et aider les pays pauvres, ils seraient tous d'accord. Rappelons que les aides agricoles ne coûtent pas que de l'argent, elles coûtent aussi des vies humaines.

Que peut faire le Commonwealth ? Nous devons utiliser notre réseau de relais pour soutenir l'agenda de développement de Doha. Le Commonwealth travaille également à la mise en place d'un système de financement d'aide au secteur privé dans les petits États. Cela aidera ceux qui risquent leur vie à la première évolution des goûts des consommateurs entraînant une transformation du marché. Nous aiderons aussi les producteurs à exporter et à diversifier leur production. Nous aiderons aussi les petits États à recruter au niveau international des enseignants et des médecins tout en formant leur propre personnel.

Alain Lipietz



Éphémère candidat des Verts à l'élection présidentielle française de 2002, Alain Lipietz est député vert au Parlement européen.

« L'Europe du non a commencé »

Source : Le Monde (France)

Référence : « L'Europe du non a commencé », par Alain Lipietz, *Le Monde*, 24 juin 2005.

L'échec spectaculaire du sommet de Bruxelles est un signe que l'Europe du non a commencé. **Tony Blair** a cru pouvoir négocier la fin du rabais britannique contre la Politique agricole commune (PAC), en réduisant cette dernière à son seul aspect compétitif. L'opposition de **Jacques Chirac** et des nouveaux pays membres a fait échec à sa manœuvre. Si le Traité constitutionnel européen (TCE) avait été adopté, la PAC serait passée dès novembre 2006 sous la co-décision du parlement, qui aurait pu la réorienter. J'étais alors à Lima, travaillant avec nos partenaires latino-américains. Ceux-ci étaient infiniment déçus de l'échec du TCE. Pour eux, avec l'échec de la mise en place d'une Europe politique, c'était la fin de la possibilité d'un monde multipolaire. Pour sauver l'Europe de l'enlisement, il faut revenir sur les causes de la défaite du oui. Elle est principalement la conséquence des politiques antisociales menées au niveau européen et national. D'autres électeurs rejettent la

construction européenne en tant que telle. Ce rejet a pris un tour nationaliste, souverainiste ou xénophobe. Ce non-là doit être combattu par tous les progressistes pro-européens. Ce non me désespère car il nous condamne à l'impuissance. Il brise l'amitié franco-allemande, gifle les électeurs de gauche espagnols. Il faut toutefois tenir compte de la dimension antilibérale du vote et ne pas céder à la tentation de la bouderie.

Je regrette l'absence d'initiative des partisans du « non ». D'ici un an, le peuple qui les a suivis ne pourra que constater l'absence de renégociations. Il est probable qu'on en restera à Maastricht et au traité de Nice. Il faudra des années avant qu'un nouveau texte ne soit produit. Ratifierons nous celui-là ?

Aujourd'hui, à la Commission et à la City de Londres, on veut éliminer les deuxième et troisième parties et reprendre quelques morceaux « utiles » de la première partie. Les libéraux auraient ainsi leur constitution. Le risque du détricotage de l'Union n'est cependant pas à écarter. La disparition du moteur franco-allemand, la montée des tensions sur le budget européen, l'amertume des Polonais se sentant insultés par le discours des partisans du non conduiraient à une dislocation progressive de l'Union. Face à cette triple menace, le Parlement européen doit apporter sa contribution. Même si la mort de la Constitution prive le Parlement de ce droit d'initiative, il peut encore contribuer à sortir l'Europe de sa crise, en dessinant un projet susceptible d'être adopté par tous les peuples européens.

Immanuel Wallerstein



Professeur d'Histoire et politologue, Immanuel Wallerstein dirige le centre Fernand Braudel à l'université de Binghamton (État de New York). Il enseigne également à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) à Paris. Il a été président de l'Association internationale de sociologie (AIS) (1994-1998) et est chercheur associé à l'université Yale. Il a commencé en tant qu'expert en affaires post-coloniales africaines, pour se distinguer ensuite comme historien et théoriste de la

« Des réponses ambiguës »

Source : Al-Ahram (Égypte)

Référence : « Ambiguous answers », par Immanuel Wallerstein, *Al-Ahram*, 24 juin 2005.

Le 29 mai 2005, les Français ont rejeté le Traité constitutionnel européen (TCE) par référendum ; ils étaient imités par les Néerlandais trois jours plus tard. Depuis, la presse internationale ne parle plus que de l'avenir de l'Europe comme vision et comme institution, mais les conséquences à tirer de ce vote sont en réalité extrêmement ambiguës.

Regardez le vote français. Trois groupes se réjouissent du résultat, les néo-conservateurs états-uniens, une large partie de la gauche française (surtout les altermondialistes) et les eurosceptiques de droite. Pour les néo-conservateurs états-uniens, le « non » français est un non aux arrogantes élites européennes antiaméricaines et à Jacques Chirac. Pour les altermondialistes, il s'agit d'un échec d'un projet portant les valeurs du conservatisme anglo-saxon imposées par la Commission européenne. Pour les eurosceptiques, il s'agit aussi d'une défaite de la Commission européenne, mais pour eux elle incarne le socialisme. Il s'agit aussi d'un rejet de l'adhésion turque.

Évidemment, comme pour chaque référendum, le « non » regroupe différentes opinions. S'il a gagné cette fois, c'est à cause d'une augmentation des craintes de la mondialisation dans l'électorat socialiste et vert en France et la peur de l'immigration musulmane aux Pays-Bas. Ce traité est mort, mais ça ne veut pas dire que l'Union européenne l'est aussi. Elle va rester telle qu'elle est

macroéconomie capitaliste globale. Son compagnonnage avec les mouvements « anti-systémiques » lui a valu de devenir une éminence grise des mouvements anti-globalisation avec Pierre Bourdieu et Noam Chomsky.

actuellement. Malheureusement, beaucoup jugent que le fonctionnement actuel n'est plus adapté. Or, il faudra des années avant de voir émerger un nouveau traité.

Tony Blair peut se réjouir car il n'a pas à organiser le référendum chez lui et la France est affaiblie. L'administration Bush, comme William Kristol, se réjouit de voir une Europe désunie. Les altermondialistes gagnent du terrain et cela déstabilise les partis de gauche qui ont aujourd'hui peu de chances de l'emporter en 2007. Les altermondialistes ne parviendront pas à imposer leur point de vue s'ils ne se démarquent pas des xénophobes avec qui ils ont voté et si l'administration Bush ne capitalise pas trop sur ce vote. Il ne peut pas y avoir une Europe plus sociale sans une Europe plus fédérale. Or, une partie de la gauche craint que le fédéralisme n'entraîne une remise en cause des acquis sociaux.

Evgueni Primakov



Ancien patron du KGB, successivement ministre des Affaires étrangères puis premier ministre sous la présidence de Boris Eltsine, Evgueni Primakov est l'auteur de *Le Monde après le 11 septembre et la guerre en Irak*.

« Nous sommes trop honnêtes, de façon démesurée... j'espère que notre politique va changer »

Source : Gazeta SNG (Fédération de Russie)

Référence : « », par Evgueni Primakov, *Gazeta SNG*, 21 juin 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je ne suis pas d'accord pour dire que la Russie subit échec après échec dans la CEI. Il faut bien comprendre le rôle des États-Unis dans les révolutions « colorées ». On nous dresse un tableau contradictoire. On dit d'abord que Chevarnadze, Akaïev et aussi Kuchma conviennent aux Américains. Ensuite nos politologues disent qu'ils sont renversés par les Américains. Ce n'est pas tout à fait ainsi. Quand ils voient que leur poulain est en difficulté, ils tissent des liens avec l'opposition. En procédant ainsi, ils font en sorte que les événements à venir se dérouleront comme ils le souhaitent et ils empêchent la venue au pouvoir de quelqu'un d'autre. Nous sommes trop honnêtes sur ces questions et une telle naïveté en politique n'amène pas de bons résultats. Nous avons pensé qu'avoir des relations avec l'opposition serait rompre le pacte qui nous lie avec les partenaires au pouvoir. J'espère que notre politique va changer. Dire que les Américains ont préparé les émeutes à Andijan n'est pas exact. Les Américains ne considèrent pas que Karimov est fini, ils se sont montrés intéressés par des contacts avec différentes organisations radicales islamistes dès avril. Cela s'explique par le fait que sans contact avec les modérés, il est impossible de vaincre les mouvements terroristes radicaux. Je ne pense cependant pas que les Américains fassent le bon choix en rentrant en contact avec les frères musulmans, par exemple. Je pense que cette organisation sympathise avec Al Qaïda, de plus elle préconise de prendre le pouvoir par des moyens non-constitutionnel. Cela aura aussi une influence dans les autres pays et faciliter la violence contre certaines organisations qui ne sont pas considérées comme terroristes. Il ne faut pas oublier que le combat contre les Talibans est loin d'être achevé. Accuser uniquement Karimov dans cette histoire n'est pas

non plus exact, la situation économique a toujours été difficile dans la vallée de Ferghana et l'extrémisme islamiste très fort. Actuellement les extrémistes sont la seule alternative au président en place, aller contre lui c'est leur libérer la place. Il ne faut pas que le terrorisme international fonctionne suivant le système des vases communicants. Après les difficultés qu'ils ont rencontrés en Afghanistan, ils ont trouvé une nouvelle place d'armes en Irak. Il est très important que les extrémistes ne prennent pas pied en Asie centrale.

L'Ukraine affirme vouloir intégrer l'Europe pour des raisons de tactique vis à vis de la Russie. Si la question de son entrée se pose vraiment, alors une opposition entre deux parties du pays est inévitable, pas de façon violente mais on comprend bien cela à Kiev. Eltsine et les présidents de tous les pays de l'OTAN ont signé un accord à Paris, selon lequel il est impossible de stationner des armes nucléaires chez les nouveaux membres, ni de stationner dans ces pays des troupes venant des vieux pays membres. Ils savaient très bien à l'ouest qu'il y a une ligne rouge à ne pas franchir, sinon nous serons obligés de prendre des mesures pouvant amener à la confrontation. Cette ligne c'est celle des anciennes républiques de l'URSS non-acceptées dans l'OTAN. Cela n'est écrit nulle part mais **Christopher** et **Albright** le savaient bien, ils se gardent d'exclure en public l'éventualité de l'entrée de ces pays dans l'OTAN mais ils nous ont assuré du contraire. L'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN va à l'encontre de nos intérêts mais si l'alliance devient plus politique et moins militaire, alors notre relation avec l'OTAN peut s'améliorer.

L'Ukraine et d'autres pays, qui considèrent que l'entrée dans l'OTAN n'est qu'un prélude à l'entrée dans l'UE doivent tirer les leçons de l'échec du référendum. Une des raisons était la peur d'un élargissement sans fin de l'union, et des ses conséquences économiques. Avant l'Europe avait une majorité de pays forts économiquement mais des pays plus fragiles sont entrés et les anciens membres ont commencé à se demander ce que cela leur apportait de les nourrir. Le plus important pour ces pays comme l'Ukraine et la Géorgie, c'est de comprendre qu'il est bon de développer des liens avec l'Europe mais pas au détriment des relations avec la Russie. L'Ukraine propose à la Russie une zone de libre échange mais la Russie veut une zone de libre échange et ensuite une entité économique unique. Il faut savoir que si cela devait s'arrêter au 1er stade, les pertes seraient énormes pour nous.

Il est très important de mener à terme l'union avec la Biélorussie, si nous nous séparons, ce sera une grosse faute géopolitique pour la Russie. Je pense que l'on peut traiter avec Loukachenko. La retraite moyenne est plus haute en Biélorussie qu'en Russie actuellement, et cela dans une situation d'isolement à l'Ouest ! Le peuple soutient son président quoi que l'on dise et je pense que le pays ne s'orientera jamais vers l'Ouest.

Le retrait des bases russes de Géorgie ne nuit pas à nos intérêts, l'intérêt stratégique de ces bases était misérable. Je ne pense pas que les Américains y établissent des bases, il n'y a aucun signe en ce sens, les relations avec la Russie en souffriraient trop. Nous n'avons jamais refusé de reconnaître l'intégrité territoriale de la Géorgie. La Géorgie et l'Abkhazie doivent être exclues de leurs constitutions tout ce qui contredit l'accord du 1er janvier 1991, jamais signé, mais qui reconnaissait l'existence de l'Abkhazie au sein de la république de Géorgie, ce qui revenait à reconnaître l'intégrité territoriale de la Géorgie.

L'ouverture de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan est bien sûr un coup porté à nos intérêts nationaux. Il y a pour l'instant assez de pétrole pour les deux tuyaux, celui-là et celui de Novorossisk. Le BTC a été construit pour des motifs

politiques car cela revient moins cher de transporter le brut par Novorossisk. La construction de l'oléoduc Burgas-Alexandropolis n'est pas une réponse équivalente mais c'est déjà une réponse.

Il n'y aura pas de révolution orange au Kazakhstan, le peuple vit bien. En Azerbaïdjan les Américains commencent à choisir des remplaçants pour **Aliiev**, c'est fort dommage, il est un chef d'Etat puissant et compétent. J'ai lu que les Américains ont versé 43 millions de dollars pour la démocratie en Russie, je ne vois pas l'intérêt. Ce n'est pas la faute du gouvernement si le SPS n'est pas représenté à l'assemblée, c'est que le peuple n'était pas satisfait d'eux. Un véritable marché civilisé n'existera pas en Russie avant longtemps. Dans tous les cas, l'avenir du pays doit être lié au centre-gauche pas à la droite. Le gouvernement ne doit pas obligatoirement contrôler les moyens de production mais il doit absolument prendre une part active à l'économie. Les investissements ne se font que pour des intérêts à court terme, les investissements à long terme n'existe pas. C'est un reproche au gouvernement qui n'a pas de politique à ce sujet.

Reuven Daniel

Reuven Daniel est un ancien membre de la communauté du renseignement israélien.

« Une barrière au mal islamique »

Source : Ha'aretz (Israël)

Référence : « A barrier to Islamic evil », par Reuven Daniel, *Ha'aretz*, 22 juin 2005.

Les récents évènements en Ouzbékistan, qui ont causés de nombreux morts, n'ont pas été, comme beaucoup d'organisations et de gouvernements occidentaux l'ont perçu, un combat pour les Droits de l'homme, un combat des bons contre les méchants. Cette révolte a été organisée par des fondamentalistes qui se présentent comme une organisation politique innocente afin d'avoir le soutien de l'Occident.

Durant mon voyage en Ouzbékistan, j'ai rencontré des responsables militaires ouzbeks et j'ai beaucoup appris sur la vraie nature de l'Hizb al-Tahir, organisation fondée à Jérusalem Est il y a plus de 50 ans par des membres des Frères musulmans. C'est un groupe jihadiste, guère différent de ce que fait Ben Laden. Il est responsable de nombreuses attaques contre le gouvernement ouzbek et les ambassades états-unienne et israélienne. Pourtant, les pays occidentaux et surtout européen demandent que le président Karimov combatte ces terroristes en prenant des gants.

Il est naïf de croire qu'il s'agit d'une lutte pour les Droits de l'homme. L'Hizb al-Tahir a choisi l'Ouzbékistan comme terrain d'essai pour ses objectifs. On a vu ce que pouvait donner le développement de régimes islamistes dans les pays voisins, en Iran et en Afghanistan. Les islamistes iraniens se sont présentés comme des défenseurs des Droits de l'homme et les talibans comme des combattants anti-soviétiques. A chaque fois, ils se sont retournés contre l'Occident une fois au pouvoir. Aujourd'hui, les dirigeants de l'Hizb al-Tahir sont réfugiés à Londres et Paris et reçoivent l'aide des activistes pakistanais. Les États-Unis et Israël doivent se rendre compte que l'Ouzbékistan est le rempart contre la progression de l'islamisme et qu'il faut aider Karimov.